

«Il faut faire confiance aux familles»

Interview

Véronique Fournier, fondatrice du Centre d'éthique clinique de l'hôpital Cochin :

Par CHARLOTTE ROTMAN

Véronique Fournier, cardiologue, médecin de santé publique, a fondé en 2002 le Centre d'éthique clinique de l'hôpital Cochin à Paris. Elle publie, lundi, chez Robert Laffont, *le Bazar bioéthique*, un recueil de ces «histoires de vie qui bouleversent la morale publique». Un livre troublant et utile à l'heure de la révision des lois de bioéthique prévue en 2010, alors qu'un gigantesque colloque pluridisciplinaire sur le sujet s'est ouvert hier à Paris (1).

Vous réfléchissez à partir de cas concrets. Les grands principes sont-ils insuffisants, en bioéthique ?

En France, on a l'habitude de réfléchir aux questions de bioéthique à partir de grands principes, mais sans prendre en compte ceux qui en subissent les conséquences dans leur chair. On a longtemps pensé que la meilleure façon de protéger le patient était de laisser le médecin décider pour lui. La loi de 2002 sur le droit des malades a cassé ce paternalisme médical. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que cela a été une bonne chose. Je pense qu'il faudrait repenser la loi de bioéthique de la même façon, en fonction des gens qui vivent ces situations.

Face aux histoires des familles que vous rencontrez, vous dites votre difficulté à porter un jugement éthique.

Je n'ai pas de certitude éthique. Au sein du groupe, sur les questions d'assistance médicale à la procréation (AMP), nous ne sommes jamais d'accord. Certains sont gênés par le désir d'une femme seule quadragénaire de faire un enfant, d'autres par une différence de quarante ans entre l'homme et la femme... Ce sont sur ces sujets de l'AMP que les débats sont le plus enflammés. Je ne suis pas sûre qu'il revienne à la société de décider de ce qui est bien ou pas sur ces affaires. C'est d'ailleurs ce que nous disent les individus que nous rencontrons : «*Cela est privé, intime. Laissez-nous tranquilles.*» Je pense qu'ils ont raison, on ne devrait pas discuter des choix des gens : s'ils vivent seuls, avec un homme ou une femme, à quel moment ils veulent un enfant. Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de moralité. Par exemple, ils disent très fortement qu'il faut à tout prix lutter contre l'instrumentalisation et la marchandisation du corps humain.

Comment justifier un refus ? Au nom de quoi ?

Il faut avoir une bonne raison d'interdire, face à ces femmes et à ces hommes qui font une demande qui leur est essentielle, vitale. L'argument invoqué pour interdire est souvent l'intérêt de l'enfant, mais je suis convaincue que c'est un mauvais argument. Les gens que nous rencontrons sont ulcérés du procès qui leur est fait. Bien sûr qu'ils ont réfléchi à l'intérêt de ce futur enfant, bien plus souvent que ceux qui se retrouvent parents. Ils ne se lancent pas dans l'AMP par hasard ou par caprice. Il faut leur faire confiance. Pour ma part, je ne sais plus vraiment ce qui est bien ou mal, et surtout cela ne me semble plus la bonne interrogation sur le plan éthique. La question importante m'apparaît plutôt de réfléchir à ce qui est juste.

On entend s'alarmer du «risque d'eugénisme» et critiquer la «quête de l'enfant parfait».

Cela ne correspond absolument pas à ce que nous voyons. Les parents que nous rencontrons sont hyperréfléchis et responsables, ils font des choix les yeux grands ouverts. Quand ils décident par exemple de ne pas poursuivre une grossesse, à cause d'une maladie grave, ils le font après avoir pris le temps, avec une grande intelligence humaine, une grande dignité. J'ai retrouvé cela quel que soit le milieu social, le niveau d'études.

Quelle place pour ces individus ?

Ils sont de véritables «agents éthiques». Ils ont beaucoup à nous apprendre pour bousculer un peu nos certitudes. La loi de bioéthique pourrait être une loi de solidarité vis-à-vis d'eux, une loi qui les inclut. Pour l'instant, elle est une loi défensive, comme s'il fallait absolument se doter de garde-fous contre la folie des hommes. On nous fait peur, on nous parle d'armées de clones, d'eugénisme. Ce ne sont que des fantasmes.

Vous proposez de remplacer la quête du «bien» par celle du «juste».

Je pense que la question éthique principale dans le domaine de la santé devient celle d'organiser la société pour qu'elle soit la moins injuste possible. Car s'il n'y a plus de «bonne» raison d'interdire aucun accès à l'assistance médicale à la procréation, nous allons être vite rattrapés par la question du juste : comment continuer d'organiser sur tous ces sujets de santé la société la moins injuste possible ? Les Français sont très attachés à cela : qu'il n'y ait pas ceux qui peuvent se payer les techniques et les autres, la médecine des riches et celle des pauvres.

(1) Ethique, procréation et droit, à la Maison du barreau.